

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 juillet 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création du groupement d'intérêt économique", a donné le 22 octobre 1975 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e juli 1975 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot instelling van een groepering voor bedrijfseconomische samenwerking", heeft de 22e oktober 1975 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé du projet pourrait laisser croire que le but serait de créer un organisme unique alors que la loi en projet tente de créer un nouveau type de personne morale.

L'intitulé suivant répondrait mieux aux intentions du Gouvernement :

"Loi sur les groupements d'intérêt économique".

EXAMEN DES ARTICLES.Article 1er.

Cet article pourrait être rédigé de façon plus claire et plus logique. La rédaction suivante est proposée :

"Article 1er.-

Le groupement d'intérêt économique est celui qui, constitué par contrat pour une durée déterminée entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales, ayant la qualité de commerçant, a pour but exclusif de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres. L'activité du groupement doit se rattacher à celle de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.

.../...

Il est réputé commerçant même si son objet est de nature civile. Il est doté de la personnalité juridique"

Article 3.

La notion de responsabilité indéfinie est contenue dans celle de solidarité. Le mot "indéfiniment" est donc superflu et doit être omis.

Les mots "sur leur patrimoine propre" sont également superflus.

Le texte suivant est dès lors proposé pour l'alinéa premier :

"Les membres du groupement répondent solidairement de toutes les obligations du groupement".

Article 4.

Les alinéas 1er et 2 pourraient être fusionnés de la manière suivante :

"Le contrat constitutif d'un groupement est, à peine de nullité, établi par acte public ou sous seing privé, en se conformant dans ce dernier cas à l'article 1325 du Code Civil. Il en est de même de toute modification conventionnelle de ce contrat".

.../...

Article 5.

En ce qui concerne le n° 3, selon les explications données au Conseil d'Etat, les membres étrangers du groupement qui n'exercent pas d'activité économique en Belgique ne pourront être tenus de communiquer un numéro d'immatriculation au registre du commerce que si cette institution existe dans leurs pays d'origine.

Article 6.

Le texte néerlandais est erroné, en ce qu'il utilise les termes "jegens derden" qui ne correspondent pas aux termes "envers les intéressés".

Article 7.

Il convient de rédiger comme suit le § 3 du projet :

"§ 3. Les documents déposés en exécution du paragraphe premier sont versés au dossier qui est tenu pour chaque groupement au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le groupement a son siège (la suite comme au projet)".

.../...

Article 8.

§ 1er. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "... conformément à l'article 7".

A l'alinéa 2, il est nécessaire de prévoir que l'extrait en question devra indiquer l'objet de la décision. Il est dès lors proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"L'extrait prévu à l'alinéa 1er, 3°, contiendra :

- a) la dénomination et le siège du groupement;
- b) le dispositif et la date de la décision;
- c) la juridiction qui l'a prononcée;
- d) le cas échéant, les nom, prénoms et adresse des liquidateurs ainsi que le mode de liquidation".

Article 9.

Au § 1er, 4°, il convient d'écrire le sigle "R.G.I.E.".

.../...

Article 11.

a) § 1er. Ce paragraphe contient trois phrases. Les deux premières constituent deux hypothèses distinctes. La troisième phrase ne peut logiquement s'appliquer qu'à la situation prévue par la deuxième phrase. Il conviendrait dès lors que les deuxième et troisième phrases du paragraphe forment un alinéa distinct.

b) L'alinéa 1er traite des apports en espèces. Normalement, les espèces (billets et pièces) s'opposent à la monnaie scripturale. Tel n'est pas le sens dans le texte du projet. Aussi serait-il préférable d'employer le mot "numéraire", comme aux articles 29 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

c) § 2. L'article 20, 5, prévoit que le départ d'un membre entraîne la dissolution du groupement, sauf stipulation contraire du contrat.

L'article 11, §§ 2 et 3, ne peut trouver à s'appliquer que dans le cas exceptionnel où le groupement continue à exister après le départ du membre sortant.

Il conviendrait de commencer le paragraphe 2 en écrivant :

"Si l'un des membres du groupement cesse d'en faire partie sans que son départ entraîne la dissolution

.../...

du groupement, il est procédé à une ...".

d) § 3. Eu égard à l'article 1026, 5°, du Code judiciaire, la requête prévue à l'article 11, § 3, du projet sera normalement signée par un avocat, sauf si l'on entend permettre à la partie la plus diligente de signer elle-même la requête, auquel cas le texte devrait être complété en ce sens.

Article 12.

a) La seconde phrase de l'alinéa 1er du § 3 devrait constituer un alinéa distinct.

b) L'alinéa 3 du § 3 prévoit que le groupement est lié par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social.

L'article 63bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales contient une disposition analogue mais prévoit en outre que la société n'est pas engagée si elle prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer vu les circonstances, sans que la seule publication des statuts puisse constituer cette preuve.

Les délégués du Gouvernement sont d'accord pour que le texte soit complété en ce sens.

.../...

c) § 4. L'alinéa 1er de ce paragraphe établit une solidarité entre tous les gérants à l'égard du groupement.

A cet égard, il échet d'observer que les gérants d'un groupement ne forment pas un conseil ni un collège, ce qui rend très difficile le contrôle des uns par les autres. Dès lors, la responsabilité solidaire prévue par le § 4, alinéa 1er, devrait être atténuée ou complétée par la faculté pour le gérant de faire la preuve qu'aucune faute ne lui est imputable, preuve qui n'est prévue qu'en ce qui concerne la responsabilité solidaire envers les tiers (alinéa 2 du texte).

Ceci pourrait être réalisé en faisant de la seconde phrase de l'alinéa 2 un alinéa distinct qui s'appliquerait, dès lors, aux diverses hypothèses prévues au dit paragraphe 4. Les délégués du Gouvernement ont marqué leur accord sur cette proposition.

Article 13.

a) La disposition formant l'objet du § 5 trouverait mieux sa place après le § 1er.

b) Pour éviter toute difficulté d'interprétation et selon les intentions du Gouvernement confirmées par ses délégués, il est proposé de rédiger comme suit le § 3 :

.../...

"§ 3. Les décisions sont prises à l'unanimité des membres du groupement sauf si le contrat prévoit que les décisions où certaines d'entre elles seront prises aux conditions de quorum et de majorité qu'il fixe".

c) Le texte ne précise pas si l'assemblée est liée par l'ordre du jour contenu obligatoirement dans les convocations.

d) § 5. Selon les intentions du Gouvernement portées à la connaissance du Conseil d'Etat, s'il y a plusieurs gérants, l'assemblée ne pourra être réunie qu'à la demande conjointe de tous les gérants et non d'un seul d'entre eux.

e) Au § 6, il y a lieu d'écrire : "ou si l'assemblée en a décidé ...".

Article 14.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire : "par le ou les gérants".

Article 15.

Il est proposé de rédiger comme suit le début du troisième alinéa de cet article :

.../...

"Celui qui perd la qualité de membre et en cas de décès, les héritiers, pour autant ...".

Article 16.

a) La rédaction suivante est proposée pour le deuxième alinéa du § 1er :

"En cas de silence du contrat, un membre ne pourra être exclu que s'il contrevient ... ou cause ...".

b) Le paragraphe 1er, alinéa 3, présuppose le résultat d'un vote en faveur de l'exclusion avant que le vote ait commencé. En effet, si l'on présume le rejet de l'exclusion, le membre accusé pourrait participer au vote.

La rédaction suivante est proposée :

"Le membre dont l'exclusion est proposée ne peut participer au vote sur cet objet".

Article 17.

Il est proposé de remplacer l'expression "entre les membres restants" par l'expression "entre les autres membres".

.../...

Article 18.

L'exposé des motifs signale que cet article est repris en partie de l'article 13quater des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le paragraphe 2 gagnerait dès lors à s'inspirer de la rédaction dudit article 13quater, § 3, ainsi qu'il suit :

"Le § 1er est applicable à la nullité des modifications conventionnelles apportées aux contrats des groupements par application de l'article 4, alinéa 2".

Article 20.

Le texte suivant est proposé pour la seconde phrase du n° 5 :

"Dans ce dernier cas, le groupement subsiste entre les autres membres aux conditions déterminées par le contrat ou, à défaut par ces membres, délibérant selon les règles relatives aux modifications du contrat".

Article 23.

Au § 4, le texte suivant est proposé :

.../...

"§ 4. Les liquidateurs peuvent exiger des membres que le paiement des sommes qu'il s'étaient engagés à verser au groupement et qui leur paraissent nécessaires au paiement des dettes et des frais de la liquidation".

Article 24.

Le texte ne fait pas suffisamment apparaître que le deuxième membre de phrase ne s'applique pas aux membres qui ont antérieurement perdu leur qualité de membre. Il est, en conséquence, proposé de fusionner les deux premiers membres de phrase, ainsi qu'il suit :

"Sont prescrites par cinq ans :

- 1° toutes actions contre les membres du groupement ou leurs ayants droit, à partir de la publication de la perte de leur qualité de membre, sinon à partir de la publication d'un acte de dissolution ou de l'expiration du terme contractuel;
- 2° toutes actions contre les liquidateurs ...;
- 3° toutes actions contre les gérants ...".

Article 27.

a) Au 1°, il est proposé d'écrire :

.../...

"1° l'article 25, § 1er, alinéa 2, modifié par la loi du 25 juin 1973, est remplacé par la disposition suivante : "Pour l'application de l'alinéa 1er ...".

b) Au 4° il est proposé d'écrire :

"4° l'article 140, § 2, 3°, modifié par la loi du 25 juin 1973, est complété comme suit : "g ...";" .

c) Au 5° il est proposé d'écrire :

"5° l'article 148, alinéa 1er, 2°, modifié par la loi du 25 juin 1973, est complété comme suit : "d ...".

Article 28.

Pour des motifs de concordance générale, il faut écrire : "... l'article 19, 5° ..." et non "le 5° de l'article 19".

Cette observation vaut mutatis mutandis pour diverses autres dispositions du projet.

Articles 29 à 39.

a) Dans la phrase liminaire de chacun de ces

.../...

articles, il y a lieu de remplacer le mot "arrêté royal" par le mot "Code".

b) Le texte suivant est proposé pour l'article 32 :

"Dans l'article 115 du même Code, l'alinéa 1er, modifié par la loi du 3 juillet 1972, est remplacé par la disposition suivante :".

c) Le début de l'article 35, § 1er, doit être rédigé comme suit :

"A l'article 44 du même Code modifié par l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, les mots ...".

d) A l'article 37, § 1er, l'intitulé du chapitre XIX nouveau doit être complété par les mots "d'intérêt" entre les mots "groupement" d'une part et "économique" d'autre part.

e) A l'article 37, § 2, si la proposition du Conseil d'Etat relative à l'intitulé du projet est adoptée, il y a lieu d'écrire à l'article 256 nouveau "si le dépôt ... par l'article 7 de la loi du ... sur les groupements d'intérêt économique ...".

Articles 40 à 44bis.

a) Dans le texte de chacun de ces articles, il convient d'ajouter les mots "alinéa 1er" après l'indication de l'article, qui est modifié.

.../...

b) Il ne convient pas de numéroté par bis, ter, etc. des articles d'une loi nouvelle. Ce numérotage doit être réservé aux articles nouveaux qui seraient introduits dans une loi antérieure. L'article 44bis doit dès lors être numéroté 45 et le numérotage des articles suivants, être modifié en conséquence.

Articles 45 à 48.

a) Le montant des amendes doit être écrit en toutes lettres ainsi qu'il est fait dans le Code pénal.

b) A l'article 45, des peines d'emprisonnement doivent être indiquées avant les peines d'amende.

c) A l'article 48, il y a lieu de remplacer les mots "conformément à l'article 14" par les mots "prescrite par l'article 14".

Articles 52 et 53.

Ces deux articles, qui modifient l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, devraient être fusionnés en un seul article.

Le projet pourrait être l'occasion de remplacer l'intitulé de l'arrêté royal n° 22 susvisé par un intitulé à la fois plus court et plus général.

.../...

Le projet pourrait également être l'occasion de mettre à jour l'article 1er dudit arrêté royal n° 22, qui a subi plusieurs modifications expresses et implicites.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble des articles 52 et 53 :

"A l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction pour certains condamnés et pour les faillis de participer à l'administration et à la surveillance des sociétés par actions, des sociétés de personnes à responsabilité limitée, des sociétés coopératives, et d'exercer la profession d'agent de change où l'activité de banque de dépôts, modifié par les lois du 14 mars 1962 et 16 mars 1972, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'intitulé est remplacé par le suivant : "arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités".
- 2° l'article 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Sans préjudice des interdictions édictées par des dispositions particulières, ne peuvent exercer

.../...

les fonctions d'administrateur, de commissaire ou de gérant dans une société par actions, une société de personnes à responsabilité limitée, une société coopérative ou un groupement d'intérêt économique, ni des fonctions conférant le pouvoir d'engager l'une de ces sociétés ou l'un de ces groupements, ni les fonctions de préposé à la gestion d'un établissement belge, prévu par l'article 198, alinéa 2, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, ni la profession d'agent de change ou d'agent de change correspondant, les personnes qui ont été condamnées soit en Belgique, soit dans les territoires qui ont été soumis à l'autorité ou à l'administration de la Belgique, à une peine privative de liberté de trois mois au moins, même conditionnellement, comme auteur ou complice d'une des infractions ou d'une tentative d'une des infractions suivantes :

- a) fausse monnaie;
- b) contrefaçon ou falsification d'effets publics, d'actions, d'obligations, de coupons d'intérêt et de billets de banque autorisés par la loi (1);
- c) contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques;

.../...

(1) ou, à la place de "et de billets de banque autorisés par la loi", les mots "et de billets au porteur émis par le Trésor public ou de billets de banque dont l'émission est autorisée par une loi ou en vertu d'une loi" (cfr Code d'instruction criminelle, article 464, alinéa 2, modifié par la loi du 10 juillet 1967).

- d) faux et usage de faux en écritures;
- e) corruption de fonctionnaires publics ou concussion;
- f) vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel;
- g) banqueroute simple ou frauduleuse, circulation fictive d'effets de commerce ou infraction aux dispositions sur la provision des chèques ou autres titres à un paiement au comptant ou à vue sur fonds disponibles".

OBSERVATIONS GENERALES ET FINALES.

I. Dans un souci de concordance générale, les modifications de forme et de présentation suivantes doivent être apportées au projet :

1. Certaines dispositions, tels les articles 5, 6, 20 et 23, § 9, contiennent des énumérations qu'il convient de numérotter 1°, 2°, 3°, etc..., et non 1, 2, 3, etc.

2. La subdivision d'un article en paragraphes ne s'impose que si ces paragraphes concernent des ordres d'idées distincts, que la subdivision en simples alinéas ne permettrait pas de mettre suffisamment en lumière. On peut aussi utiliser le paragraphe pour grouper et ordonner plusieurs alinéas d'un article.

.../...

Dans cette optique, devraient être fusionnés :

- a) dans l'article 7, d'une part les paragraphes 1er et 2 et d'autre part les paragraphes 3 et 4;
- b) dans l'article 12, les paragraphes 1er et 2;
- c) dans l'article 13, d'une part les paragraphes 1er et 2 et d'autre part les paragraphes 3 et 4.

3. a) A l'article 8, § 2, alinéa 1er, 2°, il y a lieu de supprimer les mots : "du présent article".

b) A l'article 123 nouveau du Code des droits d'imposition, d'hypothèque et de greffe, faisant l'objet de l'article 33 du projet, les mots "du présent Code" doivent être omis.

4. A l'article 8, § 3, les mots : "par les §§ 1er et 2" doivent être substitués aux mots : "par les paragraphes précédents".

II. Le Conseil d'Etat est conscient de ce que certaines dispositions du projet auraient pu être rédigées d'une manière plus heureuse.

Toutefois, comme ces dispositions sont inspirées ou reprises de textes dont l'interprétation est consacrée, le Conseil d'Etat s'est abstenu de remédier à ces imperfections.

OPSCHRIFT.

Het opschrift van het ontwerp kan de indruk wekken dat de bedoeling zou zijn één enkele instelling tot stand te brengen, terwijl de ontwerp-wet beoogt een nieuw type van rechtspersoon in het leven te roepen.

Het volgende opschrift zou de werkelijke bedoeling van de Regering beter tot uitdrukking brengen :

"Wet op de groeperingen voor bedrijfseconomische samenwerking".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.Artikel 1.

Dit artikel zou duidelijker en logischer geredigeerd kunnen worden. Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

De groepering voor bedrijfseconomische samenwerking is die welke bij overeenkomst, voor een bepaalde tijd, tussen twee of meer natuurlijke personen of rechtspersonen met de hoedanigheid van koopman is opgericht en uitsluitend tot doel heeft de economische bedrijvigheid van haar leden te vergemakkelijken of te ontwikkelen.

.../...

De bedrijvigheid van de groepering moet aansluiten bij die van haar leden en mag ten opzichte daarvan slechts het karakter van een hulpfunctie hebben.

Zij wordt geacht koopman te zijn, ook als haar doel burgerrechtelijk is. Zij heeft rechts-persoonlijkheid".

Artikel 3.

Het begrip "onbeperkte" aansprakelijkheid ligt in "hoofdelijke" aansprakelijkheid besloten. Het woord "onbeperkt" moet dus als overbodig verval-len.

Ook de woorden "met hun eigen vermogen" zijn overbodig.

Derhalve wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"De leden van de groepering zijn hoofdelijk aansprakelijk voor alle verbintenissen van de groe-pering".

Artikel 4.

Het eerste en het tweede lid kunnen als volgt worden samengevoegd :

.../...

"De overeenkomst tot oprichting van een groepering wordt, op straffe van nietigheid, opgemaakt bij authentieke akte of bij onderhandse akte, met inachtneming, in het laatste geval, van artikel 1325 van het Burgerlijk Wetboek. Hetzelfde geldt voor iedere bedongen wijziging van die overeenkomst".

Artikel 5.

In verband met nr. 3 is aan de Raad van State verklaard dat buitenlandse leden van de groepering die geen economische bedrijvigheid in België uitoefenen, alleen kunnen worden verplicht een nummer van inschrijving in het handelsregister op te geven als een zodanige instelling in hun land van herkomst bestaat.

Artikel 6.

De Nederlandse tekst is verkeerd waar hij werkt met de woorden "jegens derden" die niet beantwoorden aan het Franse "envers les intéressés".

Artikel 7.

Paragraaf 3 van de ontwerp-tekst dient als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"§ 3. De ter uitvoering van § 1 neergelegde stukken worden opgenomen in het dossier dat voor iedere groepering wordt gehouden ter griffie van de rechtbank van koophandel binnen welker rechtsgebied de groepering haar zetel heeft. Iedere groepering moet haar inschrijving in het daartoe bestemde register aanvragen. De Koning stelt nadere regels met betrekking tot de inschrijving en het aanleggen van het dossier".

Artikel 8.

§ 1. In het eerste lid moet worden gelezen :
"Overeenkomst artikel 7 ...".

In het tweede lid moet noodzakelijk worden bepaald dat het bewuste uittreksel het voorwerp van de beslissing moet opgeven. Derhalve wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"Het uittreksel bedoeld in het eerste lid, 3°, vermeldt :

- a) de naam en de zetel van de groepering;
- b) het dictum en de datum van de beslissing;
- c) het gerecht dat de beslissing heeft gewezen;
- d) in voorkomend geval, de naam, de voornamen en het adres van de vereffenaars, alsmede de wijze van vereffening".

.../...

Artikel 9.

In de Franse tekst van § 1, 4°, moet de afkorting als volgt luiden : "R.G.I.E."

Artikel 11.

a) § 1. Deze paragraaf bestaat uit drie volzinnen. De eerste twee handelen over twee verschillende gevallen. De derde volzin kan logischerwijs alleen slaan op hetgeen in de tweede volzin wordt bedoeld. De tweede en de derde volzin zouden dus samen een afzonderlijk lid moeten vormen.

b) De eerste volzin handelt over de inbreng in geld. Normaal staat de Franse term "espèces (billets et pièces)" tegenover "monnaie scripturale". Dat is niet de betekenis in de tekst van het ontwerp. Het verdient derhalve aanbeveling te werken met de term "numéraire" zoals in de artikelen 29 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

c) § 2. Artikel 20, 5, bepaalt dat het uittreden van een lid de ontbinding van de groepering tot gevolg heeft, "tenzij in de overeenkomst anders is bepaald".

Artikel 11, §§ 2 en 3, kan alleen toepassing vinden in het uitzonderlijke geval dat de groepering blijft bestaan na uittreden van een lid.

.../...

Paragraaf 2 zou als volgt moeten beginnen :

"Indien een van de leden van de groepering ophoudt deel daarvan uit te maken zonder dat zijn uittreden de ontbinding van de groepering tot gevolg heeft, vindt een waarderung ...".

d) § 3. Gelet op artikel 1026, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek, moet het in artikel 11, § 3, van het ontwerp bedoelde verzoekschrift normaal door een advocaat worden ondertekend, tenzij men de meest gerede partij wil toestaan het zelf te ondertekenen, maar dan zou de tekst in die zin moeten worden aangevuld.

Artikel 12.

a) De tweede volzin van het eerste lid van § 3 zou een afzonderlijk lid moeten vormen.

b) Het derde lid van § 3 bepaalt dat de groepering door de handelingen van de zaakvoerders gebonden is, zelfs indien die handelingen het doel van de groepering overschrijden.

Artikel 63bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bevat een soortgelijke bepaling, maar stelt bovendien dat de vennootschap niet gebonden is als ze "aantoont dat de derde wist dat de handeling de grenzen van het (vennootschaps) doel overschreed of hiervan, gezien de omstandigheden, niet onkundig kon zijn", en voegt eraan toe : "bekendmaking van de statuten alleen is hiertoe echter geen voldoende bewijs".

.../...

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat de tekst in die zin wordt aangevuld.

c) § 4. Krachtens het eerste lid van deze paragraaf zijn alle zaakvoerders jegens de groepering hoofdelijk aansprakelijk.

Opgemerkt moet worden dat de zaakvoerders van een groepering geen raad of college vormen, hetgeen de wederzijdse controle ten zeerste bemoeilijkt. De in § 4, eerste lid, bedoelde hoofdelijke aansprakelijkheid zou derhalve moeten worden verzacht, of aangevuld met het recht voor de zaakvoerder om het bewijs te leveren dat hem geen enkele tekortkoming kan worden verweten, in welke bewijslevering alleen voorzien is met betrekking tot de hoofdelijke aansprakelijkheid jegens derden (tweede lid van de tekst).

Te dien einde kan van de tweede volzin van het tweede lid een afzonderlijk lid worden gemaakt, dat dan toepassing zou vinden op de verschillende in § 4 bedoelde gevallen. De gemachtigden van de Regering hebben met dit voorstel ingestemd.

Artikel 13.

a) De bepaling van § 5 zou beter na § 1 komen te staan.

b) Wil men interpretatiemoeilijkheden voorkomen en tevens de bedoeling van de Regering, zoals haar gemachtigden die te kennen hebben gegeven, beter doen uitkomen, dan redigere men § 3 als volgt :

.../...

"§ 3. De besluiten worden genomen met eenparigheid van stemmen van de leden van de groepering, tenzij de overeenkomst bepaalt dat de besluiten of sommige besluiten worden genomen met een gegeven quorum en meerderheid".

c) De tekst zegt niet of de vergadering zich dient te houden aan de agendapunten zoals die in de oproepingsbrief moeten worden vermeld.

d) § 5. Naar aan de Raad van State is verklaard, kan de vergadering, als er verscheidene zaakvoerders zijn, slechts op gezamenlijk verzoek van alle zaakvoerders en niet op verzoek van slechts een van hen worden bijeengeroepen.

e) In § 6 moet worden gelezen : "... of indien dat door de vergadering eenparig is beslist ...".

Artikel 14.

In § 1 moet worden gelezen : "door de zaakvoerder of de zaakvoerders".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt het derde lid van het artikel als volgt te beginnen :

"Hij die ophoudt lid van de groepering te zijn en, in geval van overlijden, de erfgenamen, voor zover zij ...".

.../...

Artikel 16.

a) Voorgesteld wordt de Franse tekst van het tweede lid van § 1 als volgt te redigeren :

"En cas de silence du contrat, un membre ne pourra être exclu que s'il contrevient ... ou cause ...".

b) Volgens § 1, derde lid, zou reeds voor uitsluiting gestemd zijn eer de stemming begonnen is. Gaat men ervan uit dat de uitsluiting kan worden verworpen, dan zou het beschuldigde lid immers aan de stemming kunnen deelnemen.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Het lid wiens uitsluiting wordt voorgesteld, mag aan de desbetreffende stemming niet deelnemen".

Artikel 17.

In de Franse tekst vervange men de woorden "entre les membres restants" door "entre les autres membres".

Artikel 18.

De memorie van toelichting wijst erop dat dit artikel gedeeltelijk overgenomen is uit artikel 13quater van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

.../...

Paragraaf 2 zou dan ook in de volgende redactie beter aansluiten op die van dat artikel 13quater, § 3 :

"Paragraaf 1 is van toepassing op de nietigheid van de bedongen wijzigingen die in de overeenkomsten betreffende de groeperingen zijn aangebracht overeenkomstig artikel 4, tweede lid".

Artikel 20.

Voor de tweede volzin van nr. 5 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"In dit laatste geval blijft de groepering tussen de overige leden bestaan onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de overeenkomst of, bij gebreke daarvan, door die leden, beslissend op de wijze als voorgeschreven voor de wijziging van de overeenkomst".

Artikel 23.

Voor § 4 wordt de volgende tekst voorgesteld :

" § 4. De vereffenaars kunnen van de leden betaling eisen van de bedragen welke deze zich verbonden hadden aan de groepering over te maken en welke zij nodig achten voor de voldoening van de schulden en van de vereffeningskosten".

.../...

Artikel 24.

Uit de tekst blijkt niet duidelijk genoeg dat het tweede zinsdeel niet van toepassing is op de leden die al eerder hun hoedanigheid van lid hebben verloren. Derhalve wordt voorgesteld de eerste twee zinsdelen samen te voegen als volgt :

"Door verloop van vijf jaar verjaren :

- 1° alle rechtsvorderingen tegen leden van de groepering of hun rechtverkrijgenden, te rekenen van de bekendmaking van het ophouden van hun lidmaatschap of, zo niet, te rekenen van de bekendmaking van een akte van ontbinding of van het verstrijken van de overeengekomen tijd;
- 2° alle rechtsvorderingen tegen de vereffenaars ...;
- 3° alle rechtsvorderingen tegen zaakvoerders ...".

Artikel 27.

a) Voorgesteld wordt onder 1° te lezen :

"1° artikel 25, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :
"Voor de toepassing van het eerste lid ...;"

b) Onder 4° leze men :

"4° artikel 140, § 2, 3°, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1973, wordt aangevuld als volgt : "g ...;"

.../...

c) Onder 5° leze men :

"5° artikel 148, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1973, wordt aangevuld als volgt : "d ...".

Artikel 28.

Ter wille van de algemene overeenstemming moet worden gelezen : "... artikel 19, 5° ..." en niet : "het 5° van artikel 19".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor een aantal andere bepalingen van het ontwerp.

Artikelen 29 tot 39.

a) In de inleidende volzin van elk van deze artikelen vervange men de woorden "koninklijk besluit" door "Wetboek".

b) Voor artikel 32 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"In artikel 115 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1972, door de volgende bepaling vervangen : ".

c) Het begin van artikel 35, § 1, dient als volgt te worden geredigeerd :

"In artikel 44 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, worden de woorden "...".

d) In de Franse tekst van artikel 37, § 1, moeten in het opschrift van het nieuwe hoofdstuk XIX de woorden "d'intérêt" worden ingevoegd tussen "groupement" en "économique".

e) Wordt het voorstel van de Raad van State met betrekking tot het opschrift van het ontwerp aangenomen, dan moet in artikel 37, § 2, de tekst van het nieuwe artikel 256 als volgt worden geredigeerd :

"Indien de neerlegging ... bij artikel 7 van de wet van ... op de groeperingen voor bedrijfseconomische samenwerking ...".

Artikelen 40 tot 44bis.

a) In de tekst van elk van deze artikelen dienen de woorden "eerste lid" te worden ingevoegd na de vermelding van het artikel dat wordt gewijzigd.

b) Het gaat niet aan, artikelen van een nieuwe wet te nummeren met bis, ter, enz. Die nummering dient alleen voor nieuwe artikelen die in een vroegere wet worden ingevoegd. Artikel 44bis moet dus artikel 45 worden en de volgende artikelen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

.../...

Artikelen 45 tot 48.

a) In de Franse tekst moet het bedrag van de geldboeten, zoals in het Strafwetboek, voluit worden geschreven.

b) In artikel 45 moeten de gevangenisstraffen worden vermeld vóór de geldboeten.

c) In de Franse tekst van artikel 48 moeten de woorden "conformément à l'article 14" worden vervangen door "prescrite par l'article 14".

Artikelen 52 en 53.

Deze twee artikelen, die het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1954 wijzigen, zouden tot één artikel moeten worden samengevoegd.

Van deze gelegenheid zou gebruik kunnen worden gemaakt om het opschrift van het bedoelde koninklijk besluit nr. 22 door een korter en algemener opschrift te vervangen.

Tevens zou artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22, dat verscheidene malen uitdrukkelijk en stilzwijgend gewijzigd is, kunnen worden bijgewerkt.

Voor het geheel van de artikelen 52 en 53 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"In het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 houdende verbod, ten opzichte van sommige veroordeelden en van de gefailleerden, om deel te nemen aan het beheer van

.../...

en het toezicht over de vennootschappen op aandelen, de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, de coöperatieve vennootschappen, en om het beroep van wisselagent uit te oefenen of de bedrijvigheid van deposito-banken waar te nemen, gewijzigd bij de wetten van 14 maart 1962 en 16 maart 1972, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het opschrift wordt door het volgende vervangen : "koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan sommige veroordeelden en aan de gefaillerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen";
- 2° artikel 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Onverminderd bijzondere verbodsbepalingen mogen de functie van beheerder, commissaris of zaakvoerder in een vennootschap op aandelen, personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, coöperatieve vennootschap of groepering voor bedrijfseconomische samenwerking, enige functie waarbij macht wordt verleend om een van die vennootschappen of groeperingen te verbinden, de functie van aangestelde voor het beheer van een Belgische filiale bedoeld in artikel 198, tweede lid, van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, of het beroep van wisselagent of wisselagent-correspondent niet uitoefenen, zij die hetzij in België, hetzij in de gebieden die onder België's gezag of bestuur hebben gestaan, tot een vrijheidsstraf van ten minste drie maanden, zelfs voorwaardelijk, veroordeeld zijn geweest als dader van of medeplechtige aan een van de volgende misdrijven of poging tot een van de volgende misdrijven :

.../...

- a) valse munt;
- b) namaking of vervalsing van openbare effecten, aandelen, schuldbrieven, rentebewijzen en bij de wet toegelaten bankbiljetten (1);
- c) namaking of vervalsing van zegels, stempels, keurstempels en -merken;
- d) valsheid en gebruik van valsheid in geschriften;
- e) omkoping van openbare ambtenaren of knevelarij;
- f) diefstal, afpersing, verduistering of misbruik van vertrouwen, oplichting of heling;
- g) eenvoudige of bedrieglijke bankbreuk, fictief in omloop brengen van handelseffecten of overtreding van de bepalingen betreffende fondsbezorging van cheques of andere titels tot een contante betaling of betaling op zicht op beschikbare gelden".

ALGEMENE OPMERKINGEN EN SLOTOPMERKINGEN.

I. Ter wille van de algemene overeenstemming zou het ontwerp, wat de vorm en de inkleding betreft, de volgende wijzigingen moeten ondergaan :

1. In sommige bepalingen, zoals de artikelen 5, 6, 20 en 23, § 9, komen opsommingen voor die dienen te worden genummerd met 1°, 2°, 3°, enz. ... en niet met 1, 2, 3 enz.

.../...

(1) of, in plaats van "en bij de wet toegelaten bankbiljetten" de woorden : "en biljetten aan toonder door de Staatskas uitgegeven of bankbiljetten aan toonder waarvan de uitgifte door of krachtens een wet is toegelaten (cfr. Wetboek van strafvordering, artikel 464, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967).

2. Een artikel moet alleen dan in paragrafen worden onderverdeeld als die paragrafen betrekking hebben op een verschillende gedachtengang en de gewone onderverdeling in alinea's dat niet voldoende duidelijk kan maken. Een paragraaf kan ook worden gebruikt om verschillende alinea's van een artikel te groeperen en te ordenen.

Bijgevolg zouden moeten worden samengevoegd :

- a) in artikel 7, enerzijds de §§ 1 en 2 en anderzijds de §§ 3 en 4;
- b) in artikel 12, de §§ 1 en 2;
- c) in artikel 13, enerzijds de §§ 1 en 2 en anderzijds de §§ 3 en 4.

3. a) In artikel 8, § 2, eerste lid, 2°, schrappen men de woorden "van dit artikel".

b) In het nieuwe artikel 123 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, waaraan artikel 33 van het ontwerp is gewijd, dienen de woorden "van dit Wetboek" te vervallen.

4. In artikel 8, § 3, moeten de woorden "bij de voorgaande paragrafen" worden vervangen door "in de §§ 1 en 2".

II. De Raad van State is van mening dat sommige bepalingen van het ontwerp beter geredigeerd hadden kunnen zijn

Aangezien die bepalingen echter uitgaan van of ontleend zijn aan teksten met een vaste interpretatie, heeft de Raad zich van verbetering onthouden.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
J. van den BOSSCHE,

R. PIRSON,

F. RIGAUX,

E. VAN VYVE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

E. VAN VYVE.

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier de section.
afdelingsgriffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.